Philonsorbonne

8 | 2014

Année 2013-2014

Un exemple de l'extension du concept de la sphère publique : la propagande étrangère du fascisme italien

Laura FOTIA

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/philonsorbonne/591>

DOI : 10.4000/philonsorbonne.591

ISSN : 2270-7336

Éditeur

Publications de la Sorbonne

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2014

Pagination : 145-154

ISSN : 1255-183X

Référence électronique

Laura FOTIA, « Un exemple de l'extension du concept de la sphère publique : la propagande étrangère du fascisme italien », *Philonsorbonne* [En ligne], 8 | 2014, mis en ligne le 19 janvier 2014, consulté le 08 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/philonsorbonne/591> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/philonsorbonne.591>

Un exemple de l'extension du concept de la sphère publique : la propagande étrangère du fascisme italien

Laura FOTIA

L'objectif de cette intervention est de mettre en lumière quelques-unes des problématiques liées à la tentative d'un État totalitaire, ou qui aspire à l'être, d'étendre son contrôle aux secteurs de l'opinion publique situés à l'extérieur des confins territoriaux de ce même État. Ce travail porte, en particulier, sur l'analyse des actions menées par le régime fasciste en direction de l'opinion italienne à l'étranger.

Pendant longtemps, au niveau historiographique, certains aspects centraux comme les prémisses idéologiques, l'action politique, la structure institutionnelle et la représentation symbolique que le régime voulait donner de lui-même ont surtout été étudiés au regard de l'action du fascisme en Italie. A été mise en évidence la particularité d'une machine propagandiste vouée à l'obtention du consensus au sein du peuple italien, une machine qui se perfectionna sans cesse durant vingt ans et qui, se développant parallèlement à une action de censure, contribua progressivement à l'augmentation du niveau de manipulation de l'opinion publique à l'intérieur du pays.

L'analyse du concept de « propagande » est particulièrement complexe. Les fortes différences entre les typologies de propagande effectivement mises en place sont tout à la fois liées aux particularités de chaque État et aux caractéristiques des relations internationales à un moment historique donné, de la même manière qu'elles sont étroitement connectées aux moyens de communication utilisés pour leur diffusion.

Pour trouver une définition du terme « propagande » qui soit en même temps unique et exhaustive, et donc à même de résumer les caractéristiques de toutes les formes que ce type particulier de communication a prises tout au long de l'histoire, on en vient inévitablement à un certain nombre de questions liées, en fin de compte, à un problème plus général : la relation

entre l'approche historique et celle, plus globale, adoptée par les sciences sociales. Pendant longtemps, la réflexion sur le concept de propagande et sur la relation entre propagande et opinion publique a surtout été développée dans le champ des sciences sociales, tandis qu'il existait peu d'approches spécifiquement historiographiques traitant du sujet¹.

En ce qui concerne la relation entre propagande et opinion publique, les chercheurs actuels privilégient une approche basée sur l'idée que opinion publique autonome et hétéronome constituent des types idéaux qui ont peu de rapport avec la réalité et que, dans les sociétés industrielles avancées, le processus de formation de la sphère publique n'advient pas librement, mais est affecté par divers éléments, en premier lieu économiques et politiques, qui le conditionnent et le façonnent de manière plus ou moins soutenue². La distinction entre sphères publiques autonome et hétéronome reste cependant cruciale dès lors que l'on veut penser d'une manière générale la relation entre opinion publique et propagande dans un régime totalitaire. De fait, l'objectif du régime totalitaire est le contrôle total de la sphère publique accompagné, parallèlement, par l'invasion et la destruction de la sphère privée. Comme l'a souligné Hannah Arendt dans sa célèbre étude sur le totalitarisme, le recours à la « terreur » pour atteindre cet objectif n'est plus un instrument suffisant car, dans les sociétés industrielles modernes, la reconnaissance de l'opinion publique, en tant que force agissante de l'histoire, conduit à devoir viser également le consensus, afin de consolider et de protéger le projet totalitaire. Arendt choisit d'inscrire le fascisme italien dans la catégorie des « systèmes à parti unique » plutôt que dans la catégorie des « régimes totalitaires », du fait que le régime n'a pas éliminé les centres traditionnels du pouvoir que sont l'Église, la monarchie, l'armée et la grande industrie³. Pourtant il importe de rappeler que quelques-uns des plus célèbres historiens spécialistes du fascisme soutiennent désormais qu'il est pertinent de parler de totalitarisme en ce qui concerne le cas de l'Italie. Emilio Gentile, par exemple, en définissant le totalitarisme comme une « expérience » plutôt que comme un régime, l'a identifié comme un processus continu, non assimilable à une étape particulière de sa mise en œuvre, et caractérisé par une expansion ininterrompue du pouvoir politique et une intensification constante du contrôle sur la société par le biais d'un réseau toujours plus étendu dans son organisation et son intégration. Une révolution permanente, donc, qui ne touche pas seulement la politique intérieure, mais qui influe également sur le comportement et les objectifs de

1. Philip M. Taylor propose une définition utile de la propagande qui consiste, selon lui, en « l'utilisation consciente, méthodique et planifiée de techniques de persuasion pour atteindre des objectifs spécifiques, qui doivent bénéficier à ceux qui organisent le processus ». Philip M. Taylor, *Munitions of the Mind : A History of Propaganda from the Ancient World to the Present Day*, Manchester, Manchester University Press, 2003, p. 6.

2. Voir G. Sartori, « Opinione pubblica », in G. Treccani (éd.), *Enciclopedia del Novecento*, 1979.

3. H. Arendt, *Le Origini del Totalitarismo*, trad. it. d'A. Guadagnin, Turin, Einaudi, 2004, p. 359.

la politique étrangère, avec pour conséquence l'intégration des migrants dans le projet de « révolution anthropologique » visant à créer un nouveau type d'être humain. En outre, l'étude en profondeur des régimes considérés comme « entièrement » totalitaires a révélé qu'il y avait un peu partout des résistances et des obstacles ainsi que des contrastes importants entre les ambitions et les réalisations, d'où le fait que, dans tout régime totalitaire « le monopole du pouvoir politique n'a jamais été monolithique, la conquête de la société n'a jamais été complète et la révolution anthropologique n'a jamais produit le nouveau type d'être humain correspondant au modèle imaginé⁴ ».

Il a fallu un certain temps avant que la recherche historiographique commence à s'interroger sur le rapport entre politique étrangère et construction du consensus au sein du régime fasciste et mette davantage l'accent sur l'aspect idéologique dans sa tentative de fournir un examen plus détaillé de la dimension internationale du fascisme italien⁵. Au cours de ces dernières années, une série d'études ont mis cette question au centre d'un débat qui semble destiné à connaître des développements intéressants dans un futur proche. La difficulté pour définir l'action de promotion de l'image de l'Italie fasciste à l'étranger – la diplomatie culturelle, la propagande culturelle et politique ou tout simplement la propagande – est clairement attribuable à la nature problématique de la notion de propagande mais aussi à la question épineuse de la relation entre culture et politique au sein du fascisme. À cet égard, Philip V. Cannistraro, en examinant l'émergence puis le développement durant vingt ans des institutions politiques culturelles fascistes, a montré la convergence progressive entre politique culturelle et propagande. Il a ainsi mis en lumière le fonctionnement de cette « fabrique du consensus » créée par le régime fasciste et visant à former et guider une opinion publique déjà privée d'une quelconque autonomie⁶.

L'analyse des relations étrangères pendant le fascisme recèle également des problématiques spécifiques car, dans ce contexte, le régime agissait à la fois au nom de l'expression d'un État-nation et en tant que représentant d'un système politique fondé sur une base idéologique : il exerçait en parallèle une activité diplomatique normale et une action de propagande fasciste. La multiplication des acteurs engagés dans la propagande était liée au double sens de cette action : d'une part la diplomatie officielle et les institutions officielles, d'autre part la prétendue « diplomatie parallèle », c'est-à-dire les organisations fascistes opérant à l'étranger⁷.

4. E. Gentile, *Fascismo. Storia e interpretazione*, Rome-Bari, Laterza, 2005.

5. E. Gentile, « La politica estera del Partito Fascista. Ideologia e organizzazione dei fasci italiani all'estero (1929-1930) », *Storia Contemporanea*, année XXVI, n° 6, décembre 1995, p. 897-956.

6. P. V. Cannistraro, *La fabbrica del consenso. Fascismo e mass media*, Rome-Bari, Laterza, 1975.

7. B. Garzarelli, *Parleremo al mondo intero: la propaganda del fascismo all'estero*, Alexandrie, Edizioni dell'Orso, 2004, p. 5-6.

Après les premiers travaux consacrés à l'analyse de la propagande fasciste dans différents pays, sont apparus certains travaux pionniers qui visaient à reconstruire les aspects unitaires des différentes articulations de la projection extérieure du régime⁸. La tendance à la spécialisation des études sur les différents domaines de la propagande étrangère du régime fasciste semble avoir prédominé jusqu'à présent – la propagande adressée aux communautés italiennes à l'étranger, celle visant l'opinion publique, les gouvernements étrangers et la prétendue « diplomatie culturelle ». Cela a conduit à l'émergence de certains axes de recherche pouvant être identifiés sur la base de la spécificité de leur objet d'enquête.

L'aspect le plus étudié est sans aucun doute celui qui concerne l'action du régime en direction des Italiens à l'étranger, dans le cadre d'une politique d'émigration dont la discontinuité par rapport à la période libérale a été mise en évidence par l'historiographie. Ce sont en particulier les activités des Faisceaux à l'étranger et les sections étrangères du Parti national fasciste dans différentes zones géographiques qui ont été pendant longtemps au centre de cette réflexion. E. Gentile notamment a mis en avant l'importance du rôle joué, dans la politique totalitaire du régime, par les Faisceaux à l'étranger. Il a montré en quoi « l'expérience d'un parti politique qui, après avoir pris le pouvoir dans son propre pays, a renforcé un réseau de sections à l'étranger pour encadrer et mobiliser les autres expatriés [...] » constituait une nouveauté totale au niveau mondiale, « un événement sans précédent, et de nature à susciter des réactions vives et contrastées à la fois en Italie et dans les pays étrangers où ces sections ont été construites et où elles ont opéré⁹ ».

Récemment, la question complexe de la relation entre le fascisme, la propagande et l'émigration a été le sujet d'une série d'études qui ont contribué à l'élargissement d'un horizon de recherche concentré à présent sur l'action globale qu'a exercée le régime pour classer les communautés italiennes à l'étranger ; une action menée en parallèle par une multiplicité d'acteurs dont le nombre dépassait de loin les personnalités directement liées aux Faisceaux. L'émergence de nouvelles contributions s'explique également par l'intérêt croissant pour l'étude plus générale de la relation entre les migrants et la patrie d'origine et pour les réflexions sur les thèmes de la « diaspora » et du « transnationalisme », catégories conceptuelles de plus en plus utilisées dans les « *migration studies* », qui considèrent la référence constante à la mère patrie comme étant un des aspects fondamentaux de l'expérience des migrants à l'étranger¹⁰.

8. F. Cavarocchi, *Avanguardia dello spirito. Il fascismo e la politica culturale all'estero*, Rome, Carocci, 2010 ; M. Pretelli, « Il fascismo e l'immagine dell'Italia all'estero », *Contemporanea*, année XI, n. 2, avril 2008.

9. E. Gentile, *La politica estera del Partito Fascista. Ideologia e organizzazione dei fasci italiani all'estero (1929-1930)*, op. cit., p. 897-898.

10. M. Pretelli, « Il fascismo e gli italiani all'estero. Una rassegna storiografica », *Archivio storico dell'emigrazione italiana*, n° 8, 2008.

L'analyse des différentes articulations de la propagande étrangère du fascisme comporte de nombreuses difficultés, en raison de l'énorme quantité de sources à considérer et de la variété des problématiques auxquelles on est inévitablement confronté. Ainsi, la notion, largement utilisée par l'historiographie, de « diplomatie parallèle », n'est pas aisée à définir car son interprétation n'est pas univoque. En effet, certaines études ont mis en exergue la manière dont, en utilisant ce terme, on se réfère généralement à des tentatives de renforcement des contacts avec les formations étrangères qui se réclament du fascisme italien, pour les utiliser comme instrument de déstabilisation afin de servir les intérêts de la diplomatie traditionnelle¹¹ ; cependant il semble maintenant que la tendance soit à l'utilisation de ce concept dans un sens plus large : il indiquerait alors la stratégie par le biais de laquelle le régime ajoutait aux outils traditionnels de la diplomatie la mobilisation des émissaires politiques et des publicistes en vue d'intensifier l'œuvre de la propagande tant au sein de l'opinion publique et des gouvernements étrangers, que parmi les Italiens à l'étranger. Dans le premier cas, le but ultime était de susciter des mouvements de sympathie pour le régime afin de s'assurer des interlocuteurs valables aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, alors que dans le second cas, c'était le consensus au sein des communautés italiennes à l'étranger qui était recherché, afin de les transformer en groupes de pression pour soutenir les intérêts de l'Italie dans les différents pays de résidence.

Dans les années 1920, le problème le plus évident résidait dans l'absence d'un organe chargé de coordonner, d'organiser et de superviser les actions de propagande dirigées vers l'étranger. Ce facteur a influencé l'émergence d'une flexibilité et d'une adaptabilité de l'activité propagandiste face aux stimuli provenant des différentes réalités locales, grâce aux référents locaux en mesure de saisir les opportunités sur place.

À la fin de la première décennie du régime, il y a eu un « saut qualitatif concernant le contrôle des processus de formation de l'opinion publique, nationale et internationale¹² ». Il avait pour origine la nécessité, ressentie de plus en plus fortement par le régime, d'adapter les outils de censure et de propagande aux changements de contexte général dans lequel ils devaient opérer, et notamment à la montée du national-socialisme en Allemagne et à ses répercussions sur les relations avec les mouvements fascistes qui se multipliaient un peu partout en Europe et dans le monde.

On a donc assisté à une réorganisation de la propagande menée à l'extérieur dans le but de subordonner la totalité des actions aux directives d'une unité centrale, afin que celle-ci soit à son tour étroitement contrôlée par le gouvernement ; la propagande en direction des émigrants a ainsi été intégrée aux prérogatives de la Direction générale des Italiens à l'étranger, et l'action en direction des élites étrangères a été confiée à la nouvelle section

11. S. Santoro, *L'Italia e l'Europa Orientale, Diplomazia culturale e propaganda 1918-1943*, Milan, Franco Angeli, 2005, p. 24.

12. B. Garzarelli, *Parleremo al mondo intero*, op. cit., p. 38.

du bureau de presse du chef du gouvernement, la future Direction du ministère de la Propagande puis du ministère de la Culture populaire.

En termes de contenu, l'objectif de l'action propagandiste était de promouvoir une image positive de l'Italie dirigée par Mussolini, innovante et révolutionnaire au niveau idéologique et efficace en termes de réalisations concrètes. Il fallait prouver le prétendu succès obtenu par le rétablissement de la grandeur impériale après le long déclin que le pays avait connu sous les régimes libéraux.

La propagande a été menée à travers l'organisation d'expositions d'art italien et de conférences, des activités d'édition, des campagnes de propagande proprement dite et des « pèlerinages » vers la mère patrie, l'envoi de photos à la presse étrangère ainsi que par la projection de films, de documentaires et la création d'émissions de radio spécifiques en langue italienne.

L'analyse du vaste débat sur l'utilisation potentielle des nouveaux outils de communication de masse amène les propagandistes à une prise de conscience claire du lien entre médias et formation de l'opinion publique, à la mesure de la puissance de suggestion des nouveaux médias, notamment la radio et le cinéma : ceux-ci permettaient une communication instantanée avec un impact émotionnel fort et donc une grande capacité de pénétration des masses.

Le degré de précision et de contrôle sur les deux types d'opinions publiques, étrangère et italienne à l'étranger, était significativement plus élevé dans le cas de cette dernière. La prémisses de la préservation de l'italianité des émigrants et l'opposition à une quelconque dénationalisation de ceux-ci, entendue comme l'acquisition de la nouvelle nationalité et l'assimilation culturelle aux pays de résidence, ont été fondamentales pour pouvoir utiliser les communautés italiennes comme des instruments de pression en faveur de la politique étrangère du régime.

Afin d'intensifier la relation avec la mère patrie, un nouveau concept d'identité italienne extraterritoriale fut élaboré pour être propagé dans les communautés italiennes. Ce concept reflétait une interprétation étendue de la citoyenneté, fondée sur le principe du *Jus Sanguinis* : elle affirmait la supériorité du lien entre l'émigrant et son pays d'origine sur le lien qui l'unissait à son pays de résidence. Le terme « italianité » fut donc adopté pour signifier « le sentiment et la conscience de l'appartenance à la nation italienne, et pour exalter la volonté, chez les Italiens résidant hors d'Italie, de préserver et d'entretenir, de génération en génération, les relations à la langue, à la culture et aux intérêts de la nation d'origine¹³ ». Cependant, une des caractéristiques fondamentales de l'identité nationale italienne a été l'identification de l'italianité au fascisme : sur cette base, il était nécessaire, pour être considéré comme un véritable Italien à l'étranger, d'adhérer aux

13. E. Gentile, « L'emigrazione italiana in Argentina nella politica di espansione del nazionalismo e del fascismo », *Storia Contemporanea*, année XVII, n. 3, juin 1986, p. 355.

idéaux du fascisme et d'embrasser ses valeurs. Cela amenait à présenter l'activité antifasciste comme anti-italienne. Il est donc possible d'identifier la présence d'une sphère publique italienne à l'étranger puisque c'est le régime lui-même qui l'a légitimée. En effet, dans le discours de la propagande fasciste, la récupération de l'émigrant en vue de l'effort national présupposait aussi, comme nous l'avons vu, une équité entre l'Italien installé à l'étranger et l'Italien résidant sur le territoire national, de sorte qu'on a attribué aux migrants, puisqu'ils appartenaient à la nation italienne, le droit et le devoir de jouer un rôle actif dans la défense de l'Italie fasciste.

Les représentations consulaires continuaient néanmoins à jouer un rôle primordial dans les relations entre la mère patrie et les émigrés. Si la fascisation de la diplomatie par l'immixtion de personnalités nommées par le politique au sein du personnel – appelés les *ventottisti* – n'a pas eu partout les conséquences recherchées par le gouvernement, dans l'ensemble, l'action des consuls – qui s'opérait, dans de nombreux cas, en symbiose avec les Faisceaux – a marqué une nouvelle impulsion du mouvement fasciste au niveau local. La presse ethnique a joué elle aussi un rôle fondamental dans la mobilisation des membres de la communauté lors de fêtes, célébrations, spectacles, concerts ou encore lors d'anniversaires qui étaient, de fait, les seuls moments de rencontre entre les membres des différentes réalités associatives.

Dans ce contexte, la propagande menée auprès des Italiens vivant en Argentine est particulièrement intéressante. En effet, le cas de l'Argentine montre de manière prégnante les conséquences de la tentative du régime d'« étendre » les limites de l'opinion publique au moyen de la propagande, dans le but de réaliser la fascisation des communautés italiennes à l'étranger ; c'était là une prémisse à leur transformation en instrument d'expansion de la « nouvelle Italie » fasciste au sein de la vie politique, économique et culturelle. De fait, l'Argentine semblait être l'endroit idéal pour tester ce nouvel objectif politique, puisque, dans les années trente, 16 % de la population était composée d'Italiens¹⁴. En réalité, c'est justement à cette époque que l'on assista à une accélération du processus d'assimilation culturelle dans le pays, suite à la politique de nationalisation menée par le gouvernement argentin. Malgré cela, le gouvernement italien développa une stratégie de diffusion de son message qui prévoyait tous les outils mentionnés précédemment pour l'embrigadement des Italiens. Le régime s'est également servi des institutions culturelles et éducatives italiennes à l'étranger, qui perdirent leur autonomie et furent contraintes d'aligner leurs actions sur les directives de Rome. En outre, pour contrer l'assimilation, on interdit expressément la participation des Italiens à la vie politique de l'Argentine. Dans les années 1930, l'hostilité croissante de l'opinion publique argentine a poussé le régime à changer sa stratégie de propagande et à se concentrer sur une action dans laquelle le contenu politique, bien que

14. A. Schneider, *Futures Lost : Nostalgia and Identity among Italian Immigrants in Argentina*, New York, Peter Lang, 2000, p. 313.

toujours présent, était plus dilué. Certains historiens ont fait valoir que la réponse à l'échec des Faisceaux dans ce pays « a été l'abandon, ou le renoncement aux escadrons et aux campagnes politiques qui ont été remplacés par des politiques culturelles, modérées dans leur ton et leur forme, mais avec une adresse politique cachée¹⁵ ». La presse en langue italienne, les discours des personnalités de premier plan dans le contexte socio-politique argentin et la correspondance des autorités consulaires sont autant de sources grâce auxquelles il est possible de reconstituer la manière dont les membres de la communauté ont reçu et ont répondu à la propagande fasciste. Ces sources attestent du fait que l'encadrement des Italiens en Argentine était tout sauf simple. C'est surtout l'élite d'origine italienne qui a adhéré au fascisme, dans l'espoir d'améliorer sa position, alors que la majorité des inscrits aux Faisceaux et au Temps libre, organisations toutefois minoritaires chez les émigrés, provenait des classes moyennes. Dans l'ensemble, en effet, une grande partie de la communauté italienne est restée liée aux structures associatives traditionnelles, elles-mêmes liées à la tradition socialiste et au *Risorgimento*, qui ont continué à être une réalité alternative à celle construite par le fascisme.

Le régime a cherché à prendre le contrôle total de la presse en langue italienne, principal vecteur de propagation du message propagandiste, que ce soit par la création de nouveaux journaux et magazines ou à travers l'assujettissement des organes historiques de la communauté, dont certains ont combattu pendant très longtemps pour maintenir leur indépendance¹⁶. Grâce à ces instruments, le fascisme fut présenté à l'étranger comme l'achèvement de la révolution qui avait commencé avec le *Risorgimento* et qui avait été bloquée par le régime libéral. Ceci passait par une appropriation des mythes et des symboles de la tradition historique italienne, dépouillés de tous leurs liens avec les idéaux de la liberté et de la démocratie, alors que ceux-ci jouaient, de fait, un rôle essentiel dans la pensée *risorgimentale*.

Cependant, quand l'action propagandiste dépassait les frontières nationales, le pouvoir hégémonique dont le régime bénéficiait en Italie était remis en question. En Italie, la transformation de tous les instruments de socialisation en moyens de surveillance et de contrôle de la population exposait le citoyen à une propagande obsessionnelle d'endoctrinement. Combinée à un contrôle de l'information et de la censure, elle empêchait la vérification et l'évaluation de la réalité et donc la formation d'une opinion publique autonome. En Argentine, les propagandistes fascistes étaient privés de l'appui fourni par l'appareil de coercition dont ils disposaient chez eux. Ils ont donc été obligés de rivaliser publiquement avec d'autres interlocuteurs pour le contrôle du discours national¹⁷.

15. M. Pretelli, *Il fascismo e gli italiani all'estero*, op. cit., p. 45.

16. P. Sergi, « Fascismo e antifascismo nella stampa italiana in Argentina : così fu spenta "La Patria degli Italiani" », *Altretalia*, n° 42, 2007, p. 4-44.

17. D. Aliano, *Mussolini's National Project in Argentina*, Madison, Farleigh Dickinson University Press, 2012, p. 188-189.

Les Italo-argentins avaient en effet accès à un espace public relativement libre, où ils pouvaient discuter de questions d'intérêt général sans être soumis à la coercition, et bénéficiaient de la garantie de pouvoir se rassembler, s'associer et s'exprimer librement. Il s'agissait d'une opinion publique capable de participer pleinement et activement au discours public national et d'intervenir de manière autonome dans les grands débats, jouant ainsi un rôle d'intermédiaire essentiel entre l'État fasciste et les masses d'émigrants italiens. Si la société argentine et sa petite communauté italienne différaient du type de société démocratique auquel Habermas se référait¹⁸, l'adhésion formelle et déclarée aux valeurs et aux principes libéraux et démocratiques n'a jamais faibli en Argentine, malgré la crise économique et politique que traversait le pays et ceci au moins jusqu'au coup d'État de 1946 ; cela a garanti un degré significatif de liberté d'association et de débat.

Les critiques les plus fortes envers les mesures de la propagande provenaient des antifascistes, catégorie qui comprenait tout à la fois les exilés « en fuite » qui appartenaient à l'immigration récente et les membres de longue date de la communauté qui avaient rejoint l'antifascisme, plus intégrés dans la société et porteurs d'une conception particulière de l'« italianité ». Cependant, la réaction la plus inattendue est venue de quelques-uns des membres les plus influents de la communauté italienne qui, plutôt que d'accepter passivement le récit du régime et tout en confirmant leur adhésion au fascisme, ont opté pour une acceptation partielle et sélective des contenus de la propagande en donnant des réponses diversifiées à ses messages et en proposant des révisions originales de l'idée d'« italianité ».

C'est la tendance à insister sur l'affinité et les liens entre les deux pays qui l'a emporté. Parfois, des critiques explicites de la stratégie du régime sont apparues dans des journaux locaux de langue italienne ouvertement fascistes. On niait, par exemple, l'utilité de l'importation des organisations fascistes calquées sur les organisations italiennes, alors qu'on pensait que pour enrôler les Italiens il était plus avantageux de se concentrer sur l'utilisation d'associations déjà existantes. En outre, on était fortement opposé à l'interdiction de participer à la vie politique de l'Argentine, proposition jugée irréaliste. Même si on ne remettait pas en question la loyauté envers la patrie d'origine et que l'on affirmait la volonté de défendre vigoureusement l'identité et la culture italiennes, on tentait de faire entendre au régime le fait que l'avenir des immigrés italiens et celui de leurs enfants étaient étroitement liés à celui de la société argentine. En substance, la grande quantité d'éditoriaux critiques parus dans la presse italienne en Argentine démontre l'existence d'une opinion publique convaincue de jouir d'une autonomie à l'égard du pouvoir politique et déterminée à la garder. Dans la communauté italienne, il existait également une croyance largement répandue selon laquelle il était même possible de contribuer à modifier les

18. J. Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Auflage, Neuwied-Berlin 1971.

stratégies d'action du régime, d'est-à-dire exercer une fonction de critique et de contrôle du pouvoir politique comme celle décrite si efficacement par Habermas. Dans ce contexte, la liberté d'expression était considérée comme indispensable et entièrement compatible avec l'« italianité ». Malgré les tentatives des fascistes et des fonctionnaires italiens pour discréditer ces personnalités, dans la plupart des cas, il n'a pas été possible de les réduire au silence.

Ainsi, le résultat de la propagande auprès des Italo-argentins n'a pas été à la hauteur de ce que le régime escomptait et il s'est produit la même chose dans d'autres pays. Il semble que l'extension du consensus dépendait de la perception plus ou moins prononcée du fascisme comme possible moyen de défense de l'origine ethnique, et que l'adhésion au fascisme, là où elle existait, se basait difficilement sur des hypothèses idéologiques solides¹⁹. L'incapacité du régime à orienter un débat public opérant dans une sphère publique relativement libre où le régime n'avait pas les mêmes moyens coercitifs que ceux dont il disposait sur le territoire national a pesé sur ce résultat.

Si en Argentine on a assisté à l'émergence de réflexions indépendantes parfois critiques par rapport aux directives du régime, ainsi qu'à l'émergence d'un regard alternatif sur l'identité nationale et sur le patriotisme italien par rapport à la vision officielle, le mythe de la patrie fasciste a presque partout bénéficié d'une résonance assez faible. Le degré d'intégration des Italiens émigrés dans les pays de résidence a grandement affecté leur attitude envers les pressions fascistes.

On a souligné que c'est au moment de la guerre d'Éthiopie, avec la convergence de tous les efforts de propagande pour justifier le tournant impérialiste, mobiliser les Italiens à l'étranger et lutter contre la campagne en faveur de l'adoption de sanctions contre l'Italie, que l'on a enregistré le plus haut degré de consensus envers le régime fasciste. Cependant, quelques années plus tard, la situation n'était plus la même. En témoigne le fait qu'au moment de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne, le devoir de loyauté des ressortissants envers leur pays d'adoption l'ait emporté sur la loyauté envers leur pays d'origine, même si, dans de nombreux pays, cette loyauté n'a pas empêché que les communautés italiennes, souvent considérées comme une cinquième colonne potentielle de l'Axe, soient soumises à des restrictions.

19. F. Cavarocchi, *Avanguardie dello spirito*, op. cit., p. 281-282 ; M. Pretelli, « Il fascismo e l'immagine dell'Italia all'estero », op. cit.